

Capacités militaires : la vision de l'Europe centrale

La signature de la Coopération structurée permanente, en novembre 2017, et le lancement du Fond européen de défense, en juin 2018, manifestent un consensus au sein de l'UE¹. La position des pays d'Europe centrale sur ce sujet semble aussi unanime. Mais comment évolue leur stratégie en matière de défense, sous l'angle des capacités militaires ?



© Ministère de la défense de Pologne

Au Centre d'instruction des forces terrestres polonaises, le 20 septembre 2018, apparaît une bannière du groupement tactique de l'OTAN auquel participe la Pologne.

toutes deux s'accusant d'agressivité et d'expansion politique et militaire². Ce contexte demeure crucial dans toute négociation en matière de défense européenne. Les pays centre-européens avancent sur ce sujet en essayant d'intégrer le projet européen dans celui de l'OTAN et en évitant de distinguer les deux. Car l'OTAN est toujours perçue comme une mutualisation des capacités américaines et européennes.

Nouvelle politique d'armement en Europe centrale : la Pologne au centre

Le développement économique permet aux pays d'Europe centrale de reposer la question de l'investissement propre dans le domaine militaire et de bâtir une véritable politique de défense. En sortant de l'espace soviétique dans les années 1990 et en intégrant l'UE, ils ont été contraints de mettre en place un programme important de désarmement.

Entre 1985 et 2008, la Hongrie a vu chuter son industrie militaire de 5 % du PIB à 0,87 %, la Slovaquie de 3,5 % à 1 %³. Cette forte diminution a engendré une perte de capacité et de compétences. Seule la Pologne a pu relativement préserver ses capacités opérationnelles et de retrouver assez rapidement son potentiel, en espérant reprendre un rôle de leader dans la région. En repartant d'un investissement de 1,8 % du PIB en 2008, elle vise l'objectif de 2,5 % d'ici 2030. En août 2017, le vice-ministre de la défense Tomasz Szatkowski a annoncé une augmentation de près de 50 milliards € de dépenses sur les 15 prochaines années, afin de poursuivre la politique de modernisation de ses équipements militaires engagée depuis 2013.

Membres de l'UE et de l'OTAN, refondés économiquement, les pays centre-européens révisent leurs politiques en matière de défense. Par ailleurs, le contexte géopolitique, à la frontière avec la Russie, influence considérablement les questions de défense et les rendent particulièrement importantes.

La perception centre-européenne demeure : l'OTAN garantit la sécurité européenne face à l'empire post-soviétique de Vladimir Poutine. L'annexion de la Crimée et la politique agressive russe sur les frontières orientales européennes n'ont fait qu'accentuer la nécessité d'investissement dans le domaine de la défense. C'est une ligne de rencontre de deux sphères d'influences stratégiques, celles de l'OTAN et de la Russie,

¹ : Cf. Défense n°191, mars-avril 2018.

² : Jean-Sylvestre Mongrenier, *La Pologne, acteur géostratégie émergent et puissance européenne*, Institut Thomas More, juin 2018.

³ : Voir <https://data.worldbank.org/indicator/MS.MIL.XPND.GD.ZS?locations=PL-CZ-SK-HU>.

Le Plan de modernisation technique des forces armées polonaises 2013-2022 a visé la modernisation des trois armées afin de se débarrasser des équipements soviétiques obsolètes et de s'adapter au mieux au besoin d'interopérabilité au sein de l'OTAN. Par exemple, fondé en 2013, le consortium Polska Grupa Zbrojeniowa regroupe 60 entreprises avec un chiffre d'affaires de près de 1 milliard € par an. Son objectif reste international et l'ambition vise à rejoindre les grands groupes industriels comme MBDA, Naval Group ou SAAB.

Compte-tenu de sa position géographique, entre les pays baltes et l'Ukraine – deux cibles russes de déstabilisation régionale européenne – la Pologne perçoit son rôle d'acteur incontournable de la défense européenne. Deux points cruciaux sont mis en avant d'une manière systématique : ne pas contrarier la relation avec l'OTAN et augmenter les capacités militaires dans les pays d'Europe centrale.

La croissance économique dans la région atteint en moyenne 4,5 % du PIB et la nouvelle politique d'investissement dans le domaine de la défense attire évidemment des industriels occidentaux. La relation privilégiée avec les États-Unis crée un climat propice aux investissements américains en Pologne, fort soutenus localement. Toutefois, la présence des industriels européens ne contredit pas, selon ces pays, ce partenariat déjà en place.

Le Fond européen de défense et une nouvelle perspective capacitaire intégrée

Dans les débats sur le Fond européen de défense, le vice-ministre des affaires étrangères polonais Bogdan Cichocki souligne l'importance d'intégrer dans le projet l'ensemble des pays européens et pas seulement de grands consortiums. Ici s'entrevoit la crainte des pays centraux de rester à l'écart de projets qui risquent d'être portés en premier lieu par les grandes sociétés qui dominent l'espace européen de défense. Les industries polonaises, tchèques, hongroises, slovaques ou autres redoutent d'être à la marge de ce processus. D'où la position des États centre-européens qui s'équilibre entre l'ouverture et la prudence et se traduit par une volonté de préserver les liens privilégiés avec l'OTAN.



Le Véhicule blindé de transport tchèque Pandur II 8x8 est un produit de l'Autrichien Steyr-Daimler-Puch Spezialfahrzeug, filiale de l'Américain General Dynamics.

© Ministère de la défense de République tchèque

Quant à la question des capacités militaires, le sujet domine tout débat sur le thème de la défense. Toutefois, l'objectif final d'investissement dans les capacités militaires rejoint la stratégie de sécurité transatlantique qui semble – à ce stade – dominer la défense du continent européen.

Le lancement du Fond européen de défense (FED), en juin 2018, ouvre de nouvelles perspectives d'investissement dans les capacités militaires des pays centre-européens, mais aussi dans leur intégration dans l'espace de la défense. Cet argument prévaut dans les discours centre européen. Les pays ne se permettent pas de s'orienter exclusivement vers l'industrie européenne (la raison stratégique des liens transatlantiques est largement présente). Souvent confondu avec les fonds structurels européens, le FED ouvre toutefois une nouvelle perspective d'intégration européenne en matière de défense.

En somme, les pays centre-européens manifestent leur soutien et leur ouverture envers de nouvelles perspectives européennes, mais craignent aussi la domination des grands industriels européens dans ces projets. Seule l'expérience concrète de la coopération au sein de l'Europe pourrait repositionner le curseur.

Nathalie de Kaniv*